



Réforme de la retraite

les salariés et les citoyens s'impliquent

Section RENAULT
N° 230 9 mars 2023

Prise de parole du SM-TE du 7 mars 2023

Depuis le 19 janvier 2023, les syndicats du Technocentre Renault de Guyancourt soucieux du devenir de notre système de retraite remis en cause une fois de plus par le Gouvernement, appellent les salariés à des rassemblements avec prises de parole dans le hall de la Ruche, et organisent des transports en cars afin de participer aux manifestations parisiennes.

Alors qu'au plan national, toutes les confédérations ou unions appellent à manifester, localement à Guyancourt, seuls trois syndicats s'impliquent (SM-TE, SUD et CGT). Les trois autres (CFE-CGC, CFDT et FO) ont pourtant été invitées par l'Intersyndicale.

Selon un rapport publié le 30 janvier 2023 par *Toluna Harris Interactive*, portant sur la mobilisation contre la réforme des retraites, à la question de la confiance aux acteurs pour faire de bonnes propositions, arrive en premier : *Les mouvements spontanés de salariés*, en deuxième : *Les organisations syndicales*, en troisième : *Les lanceurs d'alertes*.

Les salariés et les citoyens ont bien compris par eux-même, que la réforme est mauvaise.

Intervention du SM-TE portée par Olivier Debesse :

<< Chers collègues,

Depuis notre premier rassemblement ici même dans le hall de la Ruche le 19 janvier, nous en sommes à notre 5^{ème} rassemblement. Merci pour votre fidélité.

Face à la montée de la contestation, des voix s'élèvent pour décrédibiliser le mouvement. Vous connaissez la déclaration de Monsieur Véran du 1^{er} mars : « *Mettre le pays à l'arrêt, c'est prendre le risque d'une catastrophe écologique, agricole, sanitaire voire humaine [...] ce serait négliger la santé de nos enfants* ». Pour un peu, il nous prédirait l'Apocalypse en cas de blocage du pays, aujourd'hui 7 mars.

Le Gouvernement serait-il déstabilisé, ou ferait-il semblant de l'être ? Faut-il rappeler à Monsieur Véran que le pays a été mis à l'arrêt par trois confinements en 2020 et 2021 par Monsieur Macron, son Gouvernement et lui-même dont-il faisait partie en tant que ministre de la Santé au moment de la gestion de la crise Covid-19 ?

Vos trois syndicats combatifs ne ménagent pas leurs efforts pour proposer aux salariés de Guyancourt les actions en rapport avec la réforme des retraites que voudrait nous imposer le Gouvernement et que nous combattons.

Mise en place du CSE chez HYVIA, le SM-TE acteur

Le SM-TE a participé à la négociation du protocole des élections pour la mise en place du CSE de la nouvelle coentreprise HYVIA (50/50 RENAULT et PLUG) basée à VSF (78) pour industrialiser des VU légers à hydrogène (pile à combustible).

Le SM-TE a déposé le 6 mars ses listes de candidats en **collège Cadres** (6 candidats pour 4 sièges à pouvoir en titulaires et 4 en suppléants). Elections du 1^{er} tour : du 20 au 21 mars.

Connaissez-vous les motivations qui animent vos syndicats présents ce matin ?

- 1) La certitude que rien n'est jamais perdu si on ne baisse pas les bras,
- 2) La certitude qu'il importe de créer des liens, de les resserrer s'ils existent, dans l'entreprise et dans la société civile où tout est fait pour individualiser le salarié comme le citoyen et le détourner d'exercer ses responsabilités de vie sociale par les divertissements et les loisirs.

Les rassemblements et les manifestations sont de bons outils pour créer des liens et les resserrer, mais cela ne suffit pas : **il faut rendre durable ces liens par la participation à la vie sociale de l'entreprise qu'est la vie syndicale.**

C'est ce que proposent vos syndicats ici présents. *Mobilisation*, oui, mais *syndicalisation*, oui également. L'un ne va pas sans l'autre.

3) Autre motivation : la certitude qu'il est nécessaire d'étudier et d'analyser une situation, de décrypter les « projets » qui nous sont imposés. Au niveau de l'entreprise comme de la société civile. Depuis le 19 janvier, c'est ce travail que vos syndicats présents ce matin entreprennent sans relâche.

Comme le dit *Le Monde* du 2 mars : « *Un acquis de la mobilisation exceptionnelle aura été de nous rappeler la contribution essentielle des syndicats à la démocratie* ». En effet, n'oublions pas que notre système de protection sociale est géré par le paritarisme : par les représentants des salariés et des employeurs.

Les organisations syndicales sont présentes dans les conseils d'administration des branches de la Sécurité Sociale (comme la branche vieillesse), **ou les caisses de retraites complémentaires** (AGIRC-ARRCO). Et dans notre système de répartition, nous savons que les salariés à la retraite perçoivent les pensions financées par les salariés actifs. Ce que révèlent nos feuilles de paies. Je précise ici que les cotisations dites « Employeur » de nos feuilles de paie sont financées par le produit du travail.

Pour que notre système de répartition « tienne la route », il est facile de comprendre qu'il faudrait enrayer les délocalisations de nos activités, par exemple chez Renault, et enrayer la désindustrialisation qui sévit en France. Selon Wikipédia : « *Entre 1970 et 2020, la France est le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé, avec une perte de 2,5 millions d'emplois industriels depuis 1974* ».

Plutôt que de prolonger l'âge de la retraite à 64 ans, avec des sorties d'activités toujours de plus en plus tôt **si la perte des emplois continue de se poursuivre, cela aura pour conséquence que de moins en moins de salariés pourront prendre leur retraite à taux plein : la plupart d'entre eux seront au chômage avant leur 64^{ème} anniversaire.**

Ajoutons que dans le système par répartition, si le renouvellement des générations n'est pas assuré par des aides aux familles suffisamment adaptées, cela met également en péril nos retraites.

Pour échapper au désastre qui s'annonce, il y a des mesures de bons sens qui devraient être prises, et ceci rapidement

Augmenter les salaires au moins au niveau de l'inflation.

Mettre en place un système de répartition universel pour toute la protection sociale ayant pour assiette de cotisation l'ensemble des richesses produites par notre travail : salaires, primes, dividendes versés aux actionnaires, bénéfices sur la vente d'actions.

Lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale.

Promouvoir une politique nataliste pour que les jeunes puissent avoir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent. Pour cela les inciter à fonder une famille à un âge plus jeune, ce qu'ils feront parce qu'ils auront un travail bien payé et épanouissant dès la sortie de leur cursus scolaire.

Inciter les entreprises à proposer des contrats à durée indéterminée qui sécurisent les salariés leur permettant de préparer l'avenir (fonder une famille, accéder au logement, souscrire un crédit immobilier).

Réintégrer en France tout ce qui peut être fabriqué localement, afin de diminuer le chômage et l'empreinte écologique.

Pour autant, ne soyons pas naïfs

Le Sénat vient d'adopter le 5 mars un amendement visant à étudier l'introduction d'une part de capitalisation dans le système des retraites à 163 voix pour et 126 voix contre. Ne serait-ce pas un lobbying des fonds de pensions, comme BlackRock, à la manœuvre pour récupérer un marché juteux contre le système par répartition ? C'est le double jeu du Gouvernement qui travaille main dans la main avec la Commission européenne.

Comme le Gouvernement français est sourd aux aspirations légitimes du peuple français, et parce que la représentation nationale d'opposition n'a pas voulu s'entendre sur une motion de censure pour renverser la loi et le Gouvernement, **nous allons porter ces aspirations directement dans la rue, aujourd'hui et à d'autres occasions si nécessaire >>.**

Le SM-TE réaffirme son opposition à la réforme imposée par le Gouvernement et appelle à la mobilisation et aux manifestations pour obtenir la suppression de ce projet dirigé contre les salariés et les citoyens

Contact : 06.98.05.13.80 / sm-te@travaillonsensemble.org /  @SyndicatSMTE

Siège social : 6 bis rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES

Cliquez Adhérez : www.travaillonsensemble.org

Cotisation de base 33 à 55 €/an